

JAURES - GUESDE



Sète un socialisme en débat

Dans l'exploration de la vie de Jaurès, à l'initiative de Sète à babord, je voudrais apporter un regard plus local sur le mouvement ouvrier à cette époque et relater un pan d'histoire qui mit en parallèle deux hommes, deux révolutionnaires, Jaurès et Guesde.

PREAMBULE

Jaurès dans les regards d'aujourd'hui apparaît comme essentiel, au point que certains voudraient l'enrôler pour des causes qui n'ont rien à voir avec son humanisme et sa pensée.

Il demeure au cœur de notre actualité contemporaine, le pacifisme, la laïcité, pour ne citer que des grands thèmes. Cette actualité de Jaurès, nous rattrape avec la situation à Air France, aussi je voudrais dans ce préambule rappeler ce que disait Jaurès s'adressant à Clémenceau, le 19 juin 1906 à la Chambre des députés. au sujet des violences ouvrières déjà montrées du doigt, en ces termes:

« Tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours et est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes,, elle se dérobe. elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité... »

* * *

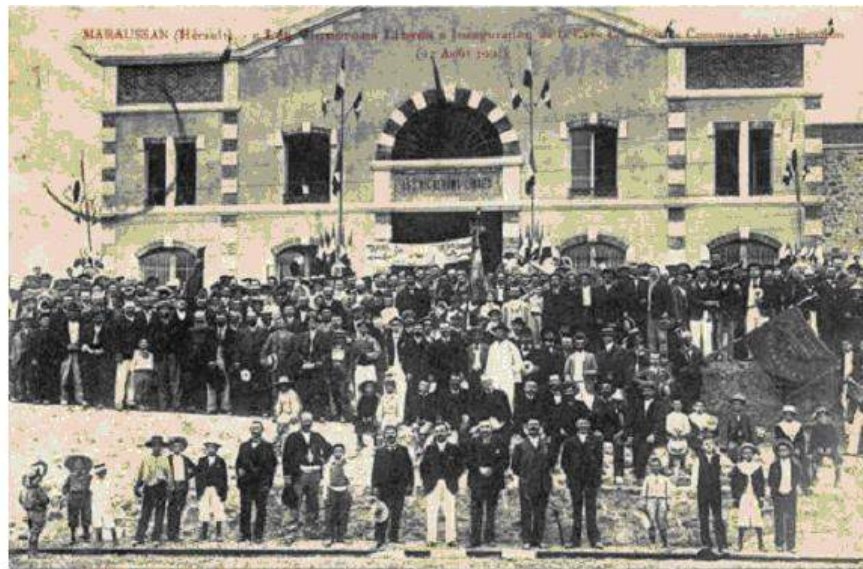
Ces grands thèmes qui croisent réalité de l'époque avec la nôtre ne doivent nous inciter comme lui à ancrer nos préoccupations et nos réflexions dans le concret de la vie des gens.

« Le courage c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel » disait-il dans son discours à la jeunesse à Albi en 1906.

Ce courage il l'a manifesté dans différents domaines :

Par son action en faveur du mouvement coopératif ouvrier qui se développait alors dans le pays.

La cave coopérative des Vignerons Libres de Maraussan (Hérault) adhéra en 1902 à la Bourse des Coopératives Socialistes qui regroupait déjà les coopératives de consommation et de production de produits autres que le vin (lait, fromage, etc...). Ils furent encouragés par la visite de Jaurès le 1er mai 1905 quelques temps avant l'inauguration.



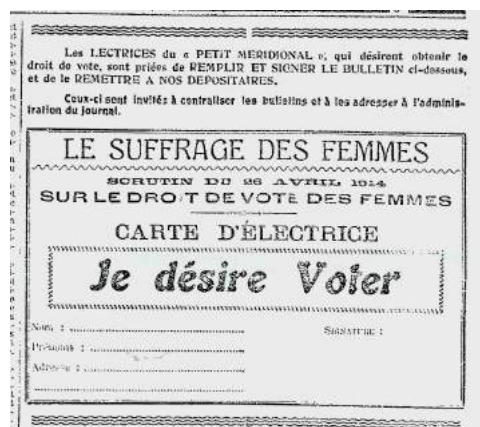
Il ne faut pas oublier son action décisive en faveur de la création de la verrerie ouvrière d'Albi. Créée en 1895 par les verriers de Carmaux en grève.

Jaurès c'est aussi un ancrage très fort d'une pensée socialiste inscrite dans la réalité culturelle qui l'a forgé. Ainsi en octobre 1911, il s'adressait aux enseignants dans la *Revue de l'enseignement primaire* en ces termes

« J'a été frappé de voir, au cours de mon voyage à travers les pays latins, que, en combinant le français et le languedocien, et par une certaine habitude des analogies, je comprenais en très peu de jours le portugais et l'espagnol. J'ai pu lire, comprendre et admirer au bout d'une semaine les grands poètes portugais.(...) Si, par la comparaison du français et du Languedocien, ou du provençal, les enfants du peuple, dans tout le Midi de la France, apprenaient à retrouver le même mot sous des formes un peu différentes, ils auraient bientôt en main la clef qui leur ouvrirait, sans grand efforts, l'italien, le catalan, l'espagnol, le portugais.... »

La laïcité brillamment évoquée par Michel Mialhe, lors d'une précédente conférence, c'est l'âpre combat des socialistes de Sète et du tonnelier Pierre Vallat, fin 19^{ème} siècle en conseil municipal, face à Euzet. Pour la laïcisation de l'hôpital et pour une plus grande efficacité dans le domaine de l'enseignement.

Jaurès a vu la société changer. Ainsi, les femmes ont toujours travaillé, mais à son époque elles le font autrement : Jaurès le constata dans la Dépêche de Toulouse (10 janvier 1907) : « Dans toutes les branches (...) la femme assume la même fonction que l'homme. Elle devient de plus en plus, dans l'ordre économique, une personne identique à l'homme. Comment de cette identité d'existence et de fonction ne résulterait pas l'identité des droits et des revendications ? » Il soutint ces revendications, y compris le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections. Le congrès international de Copenhague en 1910 instituera une Journée Internationale pour les droits des femmes le 8 mars. En 1914, elle sera célébrée pour la première fois en France par les socialistes. Derrière les bonnes intentions proclamées, il est vrai que les socialistes se mobilisèrent peu. Les revendications féministes furent reportées en fin de programme... Mais Jaurès continua. Il attendit beaucoup de la mobilisation des femmes pour la paix, il salua à l'occasion le mouvement suffragiste des Britanniques. En 1913 il batailla à la Chambre pour obtenir en faveur des institutrices un salaire égal pour un travail égal.



« Dans toutes les branches (...) la femme assume la même fonction que l'homme. Elle devient de plus en plus, dans l'ordre économique, une personne identique à l'homme. Comment de cette identité d'existence et de fonction ne résulterait pas l'identité des droits et des revendications ? »

la Dépêche de Toulouse
(10 janvier 1907) :

Aujourd'hui encore, il ne s'agit pas de « revenir à Jaurès », mais de prolonger son combat pour l'émancipation des êtres humains.

GUESDE-JAURES, L'HERAULT ET SETE

Quand Guesde arriva à Montpellier, appelé au secrétariat de rédaction du journal *La Liberté*, nous étions en 1869. La tiédeur de cette feuille, nous dit-on¹, ne convint pas longtemps à son ardent républicanisme. Le 1er juin 1870, il devint alors secrétaire de rédaction du journal *Les droits de l'Homme*.

¹ : Biographie de Justinien Raymond, parue dans le Maitron, dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier



Guesde y arrive le 1er Juin 1870

* * *

ici journal du 4 juin

Sète et le combat pour la défense nationale

Le 2 septembre 1870, les Prussiens reçoivent la capitulation d'une armée française enfermée à Sedan et Napoléon III est fait prisonnier.

Le 4 septembre 1870, la 3^{ème} République fut proclamée. Mais que pensaient les hommes du Gouvernement de la Défense Nationale ? Le ministre Picard et le général Trochu ne songeaient qu'à « *La Paix* » c'est-à-dire à une capitulation rapide, par crainte d'une révolution sociale, car jour après jour, les conservateurs découvraient avec la même appréhension le sens social et politique que prenait la lutte patriotique.

Ainsi, Le 8 septembre 1870, un premier détachement de volontaires Cettois se rendit à Montpellier, accompagné de plusieurs membres de la Commission Municipale et par une partie considérable de la Garde Nationale. La musique jouait La Marseillaise. Le drapeau rouge flottait en tête de la colonne. Le citoyen Préfet remercia les volontaires au nom de la République qu'ils allaient défendre.

Deux jours plus tard, un second détachement de volontaires débarquera à Montpellier. Ils venaient chercher leurs instructions pour Avignon où ils arrivèrent le 11 septembre. En tête de la colonne se déployait, à côté du drapeau tricolore, un drapeau rouge, surmonté d'un bonnet phrygien, sur lequel on pouvait lire :

*République des Peuples – 2^{ème} zouaves – Colonne Infernale
Capitaine Arthur Ballue – Volontaires Cettois.*

Relatant ces faits, Jules Guesde écrira dans « *Les Droits de l'Homme* » du 11 septembre 1870 :

« En voyant ces braves jeunes gens, nous ne pouvions nous empêcher de penser que si un tiers seulement des 36.000 communes de France fournissait proportionnellement autant d'hommes à la Patrie en danger, il ne resterait plus d'ici un mois un seul prussien sur le sol de la République. Mais au lieu de suivre leur exemple on critique leur drapeau, c'est plus commode... »

La volonté de Défense Nationale demeurait fortement ancrée chez les Républicains Cettois et ils ne négligeaient aucun effort pour que tout le monde puisse y participer. Le numéro des « *Droits de*

l'Homme » du 15 septembre, sous l'éditorial de Jules Guesde, nous renseigne sur la méthode utilisée pour recruter des volontaires :

« Les volontaires affluent de Lyon, Marseille, de Cette. A elles seules ces trois villes, essentiellement démocratiques ont donné à la République en moins de huit jours, plus de cinquante mille défenseurs. Pourquoi ? parce que des registres d'engagements ont été solennellement ouverts sur les places publiques, parce qu'on a repris les traditions de la Grande Révolution et qu'on a procédé comme en 1792. »

Le comportement des volontaires Cettois en Avignon sera correct. C'est « le Démocrate du Midi » qui l'écrira et « les Droits de l'Homme » du 19 septembre s'empresseront de reprendre cette information. On apprend qu'ils sont casernés au lycée d'Avignon. Qu'ils se sont choisis eux-mêmes leurs chefs et qu'ils s'imposent une discipline librement consentie. « Le Préfet du Vaucluse, frappé de leur tenue, s'est empressé de leur confier des armes. »

Congrès de Béziers et Ligue du Midi

Les départements s'organisaient pour être actifs dans l'effort de défense nationale. Le 14 septembre 1870, le Comité Départemental des Bouches du Rhône avait lancé un ultimatum à Gambetta². Si dans les trois jours le Midi ne recevait pas de consignes précises, les départements méridionaux constitueraient une « Ligue du Midi ». Qui de Lyon où de Marseille serait le centre de cette éventuelle Ligue ? Le choix pencha pour Marseille. Et il fut décidé à l'unanimité que le Comité central existant prendrait le nom de « Ligue du Midi pour la Défense de la République ». Les départements qui entrèrent dans la Ligue du Midi furent au nombre de 13 et l'Hérault en fit partie.

En ce qui concerne l'état d'esprit dans l'Hérault, vis-à-vis de cette Ligue, nous sommes obligés de nous référer à l'article de Jules Guesde, dans le numéro du 22 septembre des « Droits de l'Homme ». Son éditorial est un véritable plaidoyer dans lequel il avançait des idées personnelles en forme de propositions :

" Le Comité actuel de la Défense Nationale constitué à Marseille a été chargé de préparer le travail d'organisation du Comité Régional.

Tout le monde comprendra combien ces premières résolutions sont graves et significatives. Il ne s'agit point ici de questions obscures à résoudre, de systèmes à débattre. Il s'agit d'organiser une armée populaire qui puisse concourir à délivrer Paris assiégé, à protéger au besoin les départements du Midi, à protester contre toute trahison, contre toute défaillance dont l'effet pourrait être de sacrifier l'honneur et les intérêts de la France en consentant à une restauration monarchique et à une capitulation aussi honteuse que celle de Sedan.

La Ligue du Midi devra prendre d'importantes mesures financières pour subvenir aux dépenses nécessitées par l'armement général des populations.

Les délégués compteront pour l'exécution de leurs résolutions, sur le patriotisme de ces populations, sur le concours de tous, sur la résignation de ceux que les réquisitions devront atteindre forcément (...)

Ce n'est pas la République qui a désarmé la nation, qui a livré la France aux Prussiens, qui a dilapidé les finances publiques, c'est l'empire. Nous voulons réparer les désastres qu'il a causés, mais cette tâche exigera d'immenses efforts et d'énormes sacrifices auxquels tout le monde doit s'associer.

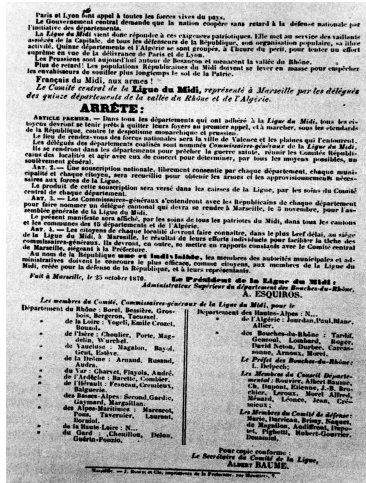
Au reste, les délégués de la Ligue du Midi sauraient au besoin, nous n'en doutons pas, prendre des mesures aussi énergiques contre les traîtres de l'intérieur que contre les ennemis du dehors. Ils sauront briser toutes les résistances et triompher de tous les obstacles pour arriver à leur but. Mais le jour où la République délivrée de tous ses ennemis, se redressera victorieuse dans sa force et dans sa liberté, elle assurera à tous les citoyens les mêmes droits, les mêmes devoirs, les mêmes protections, et marquera, en France d'abord et plus tard par toute l'Europe, le règne de la Paix et du travail ces deux assises fondamentales du bonheur social.. . »

Malgré cet article enthousiaste pour La « Ligue du Midi », Guesde rejoindra la « Ligue du Sud-ouest »

qui s'organisa à Toulouse les 20 et 21 novembre 1870. Il fut élu parmi les huit membres dirigeants. Mais cette Ligue, assez disparate, devint vite inefficace.

Pourquoi ce choix de Toulouse ? Est-ce en raison de ses attaches journalistiques ? Durant quelques mois de l'année 1868, il y avait assuré le secrétariat de rédaction du *Progrès libéral*.

Cela signifie-t-il un désaccord sur le contenu de la « Ligue du Midi » ? Ce sera Frédéric Fesneau de Sète qui représentera l'Hérault à la « Ligue du midi »



*Le Cettois
FESNEAU
représentera
l'Hérault
à la Ligue du
Midi
après
l'écrasement de
La Commune
il s'exilera en
Suisse*

Le 28 mai 1871, La Commune meurt dans un bain de sang. Ce jour là, les Versaillais exécutèrent en masse au Père Lachaise et jusqu'au début juin – à la mitrailleuse – les Fédérés.

A Cette, dans une propriété « La Glacière » appartenant à la Société des Cercleurs, environs 90 personnes seront réunies sous la présidence de Jules Guesde. « Toute la classe ouvrière. Guesde y propose l'établissement à Cette d'un Comité Central Communal, présidé par Granier et rayonnant dans tout le département. Aussenac raccompagnera Guesde après la réunion. ».

La présidence proposée à Granier (un ancien déporté du coup d'état du 2 décembre 1851) donne un ton offensif à la proposition de Guesde. Le lieutenant, commandant de la 10ème Légion de Gendarmerie, commentant cette réunion, ajoutera quant à lui

« La Ville est parfaitement tranquille, mais à part une vingtaine d'exaltés on y blâme énergiquement cette réunion. Clément de Frontignan et Granier de Cette, sont rentrés ce soir (une dizaine de personnes les accompagnait ?)...Arrivés à la hauteur de la poste, ils ont dit ou crié « Vive Paris ! Vive la Commune ! » je ne puis affirmer ce dernier fait. » il poursuivra...Le Maire, les Adjoints et presque tout le Conseil Municipal y assistaient, Michel premier Adjoint s'est retiré avant la fin. »

Après l'écrasement de la Commune, Guesde s'exila pour arriver en Suisse en septembre 1871. Frédéric Fesneau se réfugia également à Genève.

Après cette relation, revenons au parcours de Guesde. Pour avoir organisé un Congrès International socialiste, en 1878, il fut arrêté avec ses amis. Son procès lui permit d'assurer une large publicité à ceux que l'on commençait à appeler *Les Guesdistes*. Une souscription fut ouverte afin de couvrir les frais de justice et de permettre de publier en brochure la défense des inculpés, assurée par Guesde lui-même.

En prison, il rédigea, pour le Parti ouvrier alors en gestation, une première esquisse de programme. Ce manifeste s'intitulera *Programme et adresse des socialistes révolutionnaires français*. Il sera publié en feuilles volantes, en avril 1879, accompagné de 541 signatures. Celles-ci émanent du Bassin parisien, du Centre-Est et du Midi-Méditerranéen, Sète y était représenté.

Sur le plan politique, le mouvement socialiste sortit très affecté de l'écrasement de la Commune de Paris. Une terrible répression s'abattit sur les socialistes de l'époque, il y eut entre 20.000 et 30.000 morts et plus de 38.500 fugitifs ou exilés et autant d'arrestations. Parmi les personnes arrêtées on

estime à 78 % le nombre d'ouvriers dont 84 % furent déportés dans les plus lointaines colonies de l'empire français. Fesneau, membre de la Ligue du Midi, s'exila à Genève. Cependant, très vite, dès 1872 le mouvement ouvrier se réorganisa en Chambres Syndicales.

Je vais essayer de vous donner pour la période de 1882 à 1901 – une « Petite boussole socialiste »

De 1882 à 1901, cinq grandes tendances diviseront de fait le courant socialiste. On peut les résumer ainsi :

« *Les Possibilistes* » Lors d'un Congrès à Saint-Etienne en 1882, Jules Guesde avait proposé le vote d'un programme minimal (partiellement rédigé par Marx). Paul Brousse, médecin à Montpellier et militant anarchiste avait une vision différente, pour lui il s'agissait de fractionner le but final en plusieurs étapes pour le rendre possible. Dans ces étapes, le municipalisme était la base du mouvement possibiliste.

« *Les Allemanistes* » Au sein de la Fédération des Travailleurs Socialistes Français, une fraction ouvrière, emmenée par Jean Allemane, créèrent une scission en 1890 et formèrent le « *Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire* ». Il prônait les réformes immédiates et le réformisme municipal. Ils furent proches de certains aspects de l'anarchisme et voulaient une décentralisation du Pays. Leurs moyens d'actions étaient plus axés sur l'action syndicale que politique.

« *Les Socialistes Indépendants* » A l'origine c'est un regroupement de plusieurs personnalités radicales et républicaines. Ce sont des hommes comme Jean Jaurès. De part leur nombre et leurs qualités oratoires, ils semblaient avoir une influence sur les divers groupes ouvriers et socialistes qui siégeaient au Parlement. Très vite ils se regroupèrent autour de l'idée d'une nécessaire unité d'esprit du socialisme. Leur groupe s'agrandira jusqu'en 1898, devenant la Confédération des Socialistes Indépendants, puis en 1902, ils fusionnèrent avec la Fédération des Travailleurs Socialistes Français de Brousse pour créer le « *Parti Socialiste Français* ».

« *Les Guesdistes* » que l'on retrouvait dans le « *Parti Ouvrier Français* » créé en 1880 par Jules Guesde et Paul Lafargue. C'était une organisation qui disait vouloir se battre non seulement pour des réformes mais aussi pour la conquête du pouvoir politique par les prolétaires. C'était une organisation qui était en lien avec Karl Marx et Friedrich Engels. C'était numériquement le Parti Socialiste le plus important en France.

« *Le Parti Socialiste Révolutionnaire* » d'inspiration Blanquiste. C'était le nouveau nom qui fut donné en 1898 au « *Comité révolutionnaire Central* » créé en 1881. Il se trouva renforcé en 1896 par la scission d'élus et responsables régionaux du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire. Regroupés en 1897 sous le nom « *d'Alliance Communiste Révolutionnaire* ». Le Parti Socialiste Révolutionnaire était dirigé par Edouard Vaillant qui faisait partie de l'Union des Indépendants et des Marxistes.

En novembre 1899, un groupe Collectiviste de Cette examina le projet de la nomination d'un délégué au Congrès Socialiste qui devait se dérouler à Paris à partir du 3 décembre. Pour eux, il était important de donner un mandat impératif à ce délégué. Il fut décidé que celui-ci aurait pour mission de préconiser l'union du Parti Socialiste. « *C'est un membre du Conseil National du Parti Ouvrier Français et non, comme cela avait été annoncé un membre du Comité d'organisation du Congrès Socialiste, qui sera le délégué du groupe Collectiviste de Cette* » Cependant nous n'avons pas trouvé trace d'un délégué Cettois à ce Congrès.

Regard sur la période 1901 - 1905

Nous arrivons en 1901 avec deux courants socialistes qui s'opposaient. L'un se classifiait à gauche, comme nettement révolutionnaire, avec Vaillant et Jules Guesde. L'autre fut qualifié de droite, avec Jaurès et Paul Brousse. Cette situation va se cristalliser dans deux mouvements. Le « *Parti Socialiste Français* ». Ce parti sera dirigé en 1902 par Jean Jaurès.

Le « *Parti Socialiste de France* » lui, naquit en 1901 sous le nom d' « *Unité Socialiste Révolutionnaire* » réunissant le Parti Socialiste Révolutionnaire, le Parti Ouvrier Français et quelques Fédérations Autonomes. Les Guesdistes fournirent environ 80 % des effectifs.

Ce ne sera qu'en 1905 qu'arrivera l'unification du Socialisme Français, au Congrès du Globe à Paris. Il se situera dans la continuité du Congrès Socialiste International d'Amsterdam de 1904. Le Parti Socialiste, Section de l'Internationale Ouvrière naquit, il sera connu sous le sigle de S.F.I.O.

Rappeler ce contexte n'était pas inutile, car nous retrouvons tout ce bouillonnement qui s'affronta également au niveau local, sous une valse d'étiquettes socialistes.

À Cette, nous croisons le groupe de « *Concentration socialiste* », celui « *d'agglomération socialiste* ». Après l'unification de 1905, ressurgiront à Cette le 21 mars 1908, trois groupes « *Concentration Socialiste Révolutionnaire* », « *Combat Socialiste Révolutionnaire* » et « *Parti Ouvrier Cettois* » ceux-ci organisèrent un banquet pour commémorer la date inoubliable pour eux du 18 mars 1871. Date de la Commune de Paris.

Il nous faut avoir en permanence présent à l'esprit ces éléments pour essayer de décrypter, sans jugement a priori, les personnages qui évoluent dans ce pan d'histoire qu'ils nous lèguent d'une part et nous interroge d'autre part encore aujourd'hui quant à la recherche de l'Unité nécessaire à la Classe Ouvrière.

LA RENCONTRE GUESDE – JAURES

Le 27 mars 1892, Jean Jaurès, jeune professeur de philosophie (il a soutenu sa thèse deux semaines auparavant) assistait à une conférence de Jules Guesde à Toulouse³. Jaurès est alors le plus jeune parlementaire élu en 1885. Il se rapprochait alors du socialisme. Il passera une nuit entière à discuter avec Guesde. Quelques temps après cette entrevue, la grève des mineurs de Carmaux (d'août à novembre 1892) achèvera la conversion de Jaurès au socialisme.

* * *

Mais revenons à Sète. Les élections municipales de 1888 avaient permises au Parti Ouvrier Français d'enregistrer de légers progrès et de pénétrer quelques conseils municipaux, ce fut le cas pour Sète où le cordonnier Aussenac Antoine fut élu maire.

L'élection suivante en mai 1892 sera perdue au profit de Scheydt.

Le 27 mai 1893, on annonça une réunion au théâtre municipal avec la participation de Jaurès et Guesde. Le thème en était « *socialisme et prochaines élections* ».

Conférence GUESDE à Cette – 30 mai 1893



³ : Relation faite dans le livre de Claude Willard « *Jules Guesde, l'apôtre et la loi* » - éditions ouvrières - 1991 - collection « *la part des hommes* » - p. 58

Le citoyen Chave prit la parole et présenta deux délégués socialistes, Goudareau et Bertrand, qui étaient étudiants à Montpellier. Aussenac, ancien maire fut nommé président effectif et les deux étudiants cités plus haut seront assesseurs. Le bureau désignera comme secrétaire, le citoyen Henri Combe.

Aussenac lira les dépêches d'excuses d'Aldy, maire de Narbonne ; Salis et Jaurès, députés, qui étaient empêchés d'assister à cette conférence..

Jules Guesde prit aussitôt la parole pour parler du socialisme et il déclara que les socialistes étaient devant une échéance capitale.

« Nous sommes à la veille de la bataille et l'avenir est à la France du travail. Avant que s'ouvrent les urnes, il faut examiner ce qui a été fait. Il faut, comme le commerce, dresser le bilan de la dernière législature. »

Il dressera, sous forme d'historique, un réquisitoire de ce qu'avait fait la chambre. Il rappela la fusillade de Fourmies qui s'était déroulée le 1er mai 1891. Ce jour-là, la troupe mit fin dans le sang à une manifestation pacifique d'ouvriers clamant : *"C'est les huit heures qu'il nous faut !"*. Le bilan fut de neuf morts et de 35 blessés. Des armes nouvelles avaient été essayées *« contre les poitrines françaises. La République bourgeoise a essayé le Lebel contre des femmes et des enfants »*. Il rappela alors ceux qui étaient tombés pour la cause de la classe ouvrière.

Guesde abordera ensuite la question du scandale du Panama, une affaire de corruption liée au percement du canal. Là aussi il fit un historique qui l'amena à conclure à propos de cette question que le capitalisme devait disparaître tout entier.

Il intervint ensuite sur le tarif des douanes. Il déclara qu'au lieu d'être une mesure protectrice, ce n'était plus qu'une muraille de la ruine. Il fit allusion à la suppression des frontières au profit de l'industrie féodale et dira que c'est à ce profit qu'a été établi le tarif des douanes.

Il mentionna la loi Bovier-Lapierre pour dire qu'elle était incomplète. Certes elle donnait la liberté de se syndiquer, *« mais aussi le droit de mourir de faim »*. Cependant il dira que Bovier-Lapierre était républicain, mais qu'il n'était pas socialiste. Il dira ensuite :

« La chambre avant de se séparer, aura égorgé la loi Bovier-Lapierre. La République finit par faire comme l'Empire qui mettait la main au collet des représentants du peuple. Au bout de 23 ans de République, c'est comme au 2 décembre, avec le sang en moins. »

Il ajoutera, que la République sous laquelle ils vivaient, était une République cléricale qui a été bénie par le Pape Léon XIII.

Il évoqua ensuite la manifestation du 1^{er} mai *« Nous étions 300.000 la première fois, ensuite 1 million et cette année 9 millions dans le monde entier »*.

Cela l'amena à faire un parallèle avec les élections *« Il y aura un million d'hommes derrière le rouge drapeau aux prochaines élections législatives. Ce sera non pas la révolution des pauvres, mais celle du travail. En octobre prochain s'ouvrira une ère nouvelle »*

Ayant terminé sa conférence, il demanda s'il y avait des contradicteurs. Il les invita à s'avancer à la tribune.

Un tailleur de pierres, le citoyen Argon, présenté comme anarchiste, viendra déclarer que les socialistes ne valaient pas plus que les autres. Le bruit indescriptible qui se produisit à ce moment là, empêcha le journaliste d'en entendre plus. Il rapporta avoir perçu simplement *« Cartouche, dynamite »*.

Le tumulte continua un moment et ce fut avec peine que Guesde parvint à prendre la parole, il rétorqua *« Oui, nous voulons la Révolution, mais au lieu de la dynamite, c'est par le bulletin de vote que nous la ferons »*. Cette réplique fut saluée par des bravos prolongés.

Guesde proposa qu'une quête soit faite en faveur des ouvriers grévistes de Sainte Florine en Haute Loire et de ceux du Puy de Dôme. Un ordre du jour clôtura cette conférence.

« Les électeurs cettois réunis au théâtre municipal le 27 mai adressent au citoyen Guesde leurs plus sincères et leurs plus chaleureuses félicitations :ils saluent en lui le vaillant défenseur du parti ouvrier, et ils lui donnent l'assurance que ses prédictions seront réalisés et que malgré les défaillances d'un jour les socialistes cettois seront tous groupés autour de leur drapeau le 1^{er} octobre et replaceront Cette à son poste d'avant-garde toujours glorieux et toujours mérité. »

Cette conférence fut suivie le lendemain par un *« déjeuner intime »* dans une baraquette de Saint-Clair autour de Guesde. Cette fête de famille se prolongea jusqu'à la tombée de la nuit. Le soir, au café de la *Jeune France* situé Grande Rue, un punch termina cette journée.

Le Parti Ouvrier vérifia les prédictions de Guesde aux législatives de 1893. Très populaire dans le Nord, bastion d'un POF soutenu par les ouvriers du textile et de l'industrie, Guesde entra à la

chambre des députés une première fois en 1893 pour la circonscription de Roubaix en s'affirmant « collectiviste, internationaliste et révolutionnaire ». Pour la première fois, la chambre comptait une cinquantaine de députés se réclamant du socialisme, mais appartenant à différents courants. Ils se constitueront en un groupe parlementaire unique. Ce groupe avec à sa tête Guesde, Vaillant, Jaurès, Millerand, fut cependant dominé par les socialistes indépendants. Guesde sera battu en 1898 et en 1902, il sera réélu en 1906. Il conservera son siège jusqu'à sa mort en 1922.

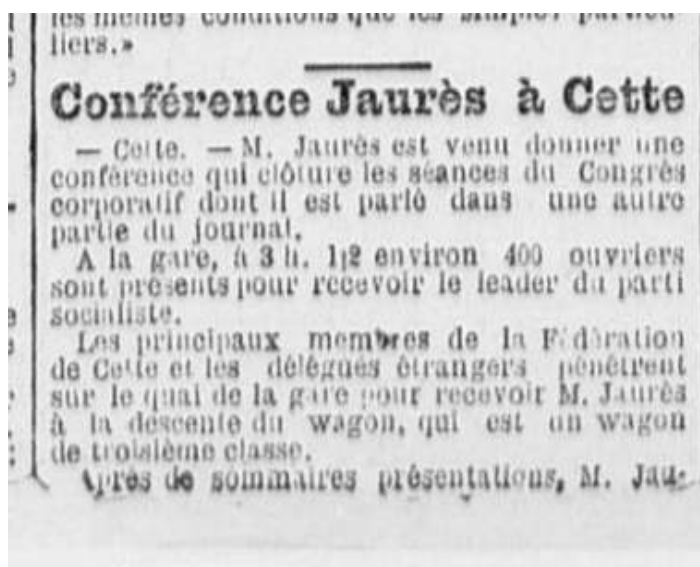
Dans le même temps, Planchon François, fondateur et dirigeant du premier groupe collectiviste de Cette (1886), qui avait été élu conseiller municipal sur la liste d'Aussenac et délégué au Congrès national de Marseille en 1892, contribuera à la réélection, du député radical-socialiste Salis qui s'était fait excuser à la Conférence de Guesde. Il semble que celui-ci le récompensa en lui procurant un emploi à Paris.

Pourquoi mentionné cet aspect me direz-vous ? C'est qu'aux élections municipales de 1896, des alliances furent recherchées et plusieurs fédérations du Midi soutinrent officiellement des candidats radicaux. Aux élections législatives de 1898, les collectivistes de Sète se rangèrent sous la bannière du député radical Salis. Cependant l'historien Claude Willard fera remarquer dans son ouvrage : « les guesdistes »

« Peu de temps après, Salis, dans une assemblée des groupes socialistes destinés à soutenir sa candidature aux élections législatives de 1898, s'oppose à un ordre du jour, félicitant Liebknecht de son discours de Breslau ; Salis affirme même qu'il considère tous les Allemands comme des ennemis »

Karl Liebknecht participa à la création du Parti social-démocrate d'Allemagne, qui avait à l'époque une orientation révolutionnaire. Il mena une action acharnée contre le militarisme.

Le 29 juin 1898, Jean Jaurès est à Sète à l'occasion du Congrès corporatif. Celui-ci regroupait des représentants de Marseille, Béziers, Perpignan, Montpellier.



Dès 3 h ½, 400 ouvriers seront présents pour le recevoir à la gare. Les membres de la Fédération socialiste de Sète et les délégués étrangers, l'accueillirent à la descente de son wagon de troisième classe. Dès qu'il eut franchi les portes de la gare, les travailleurs massés sur la place le saluèrent aux cris de « Vive Jaurès ». Accompagné de toute cette foule il se rendit, à pied jusqu'à l'Hôtel Barillon, où il demandera de se reposer quelques instants.

Le théâtre municipal accueillera la Conférence. La salle était pleine bien avant l'ouverture. Le commissaire central s'était installé, avec ses secrétaires, dans une loge d'avant scène. Jaurès et les congressistes arrivèrent à 8 h ½, ce fut une salve d'applaudissement qui les accueillit.

Ce fut le délégué de Marseille, Michel, doyen des congressistes, qui prit la présidence. Après avoir salué la salle et avoir félicité les assistants d'être venus nombreux, il passa la parole au citoyen Milhau, rapporteur du Congrès qui lut le compte rendu des travaux.

L'assistance était attentive et écouta en silence l'orateur et elle applaudit la conclusion qui tendait à l'organisation d'un Comité de grève générale à Paris, avec des sous-comités dans toutes les villes.

La parole fut ensuite donnée à Jaurès. Une longue salve d'applaudissement retentit dès qu'il s'avança. Les premiers mots qu'il prononça furent pour « saluer le mouvement très accusé, qu'ont aujourd'hui les classes ouvrières pour discuter leurs intérêts ».

Il recommanda la fédération des différents groupes, par villes d'abord, par région après, par toute la nation ensuite, pour dresser devant la coalition patronale la coalition des ouvriers.

Ensuite, il prit pour exemple, une discussion animée entre deux auditeurs dans la salle, cela lui permit de montrer le danger de ces mesquins dissentiments pour l'œuvre à accomplir. Il essaiera de démontrer la nécessité d'être d'abord maître de soi pour être à même de lutter efficacement « *dans la grande lutte future du monde nouveau contre le monde ancien* »

Il reprit le fil de son propos pour dire qu'il ne considérait pas son mandat de propagande comme fini, parce que la réaction avait brisé son mandat (Battu aux élections de 1898 (l'installation de la Verrerie ouvrière à Albi et son ardente défense de Dreyfus provoquèrent sa défaite). Au contraire cela lui « *fait des loisirs plus grands qu'il va employer pour le bien de sa cause* ». Ces dernières paroles seront saluées par de longs applaudissements et des cris de « *Vive Jaurès !* »

Il se lancera ensuite dans l'explication du programme socialiste : Conquête du pouvoir par le prolétariat pour égaliser les classes ; union des tous les groupes socialistes, quels qu'ils soient, pour arriver à ce résultat. Il montra l'union de tous les partis modérés, conservateurs, monarchistes contre les socialistes. Cette union a causé la perte de quelques mandats socialistes, alors qu'il ne s'était pourtant perdu aucune voix socialiste. Pour lui cette union doit se réaliser sans tarder afin de pouvoir résister.

Il dira qu'avec cette union la victoire sera proche, car l'union des vieux partis, fondée sur la seule haine du socialisme, ne peut durer longtemps. Car les appétits, les égoïsmes divers décomposeront vite cette union. Il donna pour exemple la situation à la Chambre, où la majorité, pourtant modérée, n'a pu former un gouvernement modéré. Pour lui « *L'union socialiste qui aura un idéal unique ne fera pas semblable faillite* »

Son propos aborda ensuite l'affaire Dreyfus. Il déclara qu'il s'élèverait toujours contre l'arbitraire des « *juges galonnés* » (ces paroles furent accompagnées de beaucoup d'applaudissements mais aussi par quelques cris, très peu nombreux, de « *assez* »). Il fera rire la salle en disant que ces cris lui rappelaient le temps où il était député.

Le calme revenu, il reprit son intervention et souligna que le danger qui menaçait la classe ouvrière était la croissance de la puissance militariste. Puissance au seul service du capitalisme contre le prolétariat. (un cri de la salle l'interpella « *A la question* » pensant probablement que ces propos faisaient diversion dans son discours.)

Jaurès répondit aussitôt, qu'il y était car pour lui la question du militarisme était intimement liée à la question sociale. Pour étayer son dire il montra la révolte contre le militarisme allemand qui se dégagait des dernières élections dans ce pays. Il cita le mot de l'empereur d'Allemagne disant, huit jours auparavant, à ses soldats, qu'il comptait sur eux pour lutter contre ses ennemis de l'intérieur. En France, ajouta-t-il, quoique moins cynique, la même alliance existe entre le pouvoir capitaliste et le militarisme.

Il revint sur l'affaire Dreyfus en affirmant qu'il n'était pas possible qu'avant longtemps l'on ne sache pas que le « *fameux bordereau sur lequel Dreyfus a été condamné émane du commandant Esterhazy, de la main duquel il était écrit* ».

Une longue interruption succèdera à cette accusation, et, le bruit calmé, Jaurès reprit la parole en disant que, « *puisque l'on ne peut admettre l'infailibilité des juges civils, l'infailibilité religieuse, on ne peut pas mieux admettre l'infailibilité militaire* »

Il poursuivit en disant que bien que courant le risque d'être livré aux tribunaux réactionnaires, de perdre quelques années, il persistait à dire qu'il fallait bien se garder d'être ébloui par ce mirage de prétendu patriotisme dont on entourait cette « *lamentable affaire* ». Il appela à ne pas cesser de protester contre ce déni de justice, sans quoi, un jour prochain, le premier prolétaire venu sera traduit devant un juge du conseil de guerre, dans un débat, à huis clos, et sera condamné sans avoir été entendu, sans que rien ne transperce des débats, comme a été condamné Dreyfus. Le prolétaire ne pourrait rien dire, ayant approuvé cette première condamnation illégale.

Jaurès conclura en affirmant qu'il ne sera jamais de ceux-là et qu'il en est de même parmi les prolétaires ses auditeurs. Des applaudissements accompagneront cette déclaration.

Un ordre du jour sera adopté à l'issue de cette conférence :

« *Les citoyens cettois, réunis au théâtre municipal, après avoir entendu les conclusions du Congrès et la parole chaude et vivante du citoyen Jaurès, adhèrent entièrement aux travaux du Congrès, saluent en l'infatigable leader socialiste le champion de l'union prolétarienne et souhaitent ardemment que cette union, indispensable aux triomphes des revendications prolétariennes et à l'écrasement de la société capitaliste, soit sous peu un fait accompli* ».

Le montant des entrées à cette réunion, fut destiné aux maçons en grève de Perpignan et à la verrerie ouvrière d'Albi, il s'éleva à 188 fr. 50, ce chiffre divisé par les 15 centimes demandés à l'entrée par chaque auditeur, donne un total d'environ douze à treize cent auditeurs.

La Ligue de Défense de Cette de la Verrerie Ouvrière d'Albi - 1899



A l'issue de la réunion, Jaurès rassemblera dans une salle du Café Glacier, quelques-uns de ses amis politiques ; et les membres de la presse, auxquels il fit une conférence dite « *Toute familière sur l'affaire Dreyfus* ». Le citoyen Lacave levera son verre pour remercier Jaurès de sa visite et invitera à boire à tous les socialistes et à l'avènement de leur idéal.

Concernant l'affaire Dreyfus et l'interruption faite lors des propos de Jaurès sur cette affaire, il convient de mentionner que le mois précédent, en mai, quand Jaurès et Guesde avaient perdu leur siège de Député, un manifeste du 24 juillet 1898, rappela à l'ordre ceux qui s'étaient engagés dans la campagne en faveur de Dreyfus : « *La place n'est ni d'un côté ni de l'autre des factions militaires aux prises [...] les prolétaires n'ont rien à faire dans cette bagarre [...] Les torts individuels trouveront leur réparation dans la réparation sociale [...] seule compte la lutte de classe et la révolution sociale* »⁴

* * *

En 1899, nous avons un aperçu de la composition sociale du P.O.F. Il semble qu'il n'y ait très peu d'ouvriers (13 à 15% des collectivistes recensés). Cependant parmi eux les ouvriers des chemins de fer viennent en tête à Narbonne et à Cette.

Mais à Cette comme à Narbonne, l'organisation du Parti constitue « *une appendice du conseil municipal* ». Le docteur Ferroul à Narbonne et le Tonnelier Vallat à Cette.

Le 14 novembre une Conférence Socialiste se tint en mairie, salle des mariages. Ce fut Jean Bertrand, rédacteur du Journal *La Petite République* qui en était le conférencier. Dans son exposé il préconisa la lutte de classes et se demanda si ce n'était pas une faute que d'entrer dans les rouages de l'Etat. Son propos semblait évoquer la situation de Millerand, devenu membre du cabinet Waldeck - Rousseau depuis peu, sa nomination avait suscité la désapprobation de Jules Guesde et de Rosa Luxembourg. Une discussion s'ensuivit, alimentée par une question proposée à l'ordre du jour par Vallat qui semblait contenir un blâme indirect à l'encontre de Millerand. Cet ordre du jour sera repoussé et une autre attitude, « *plus anodine* » sera retenue par l'assemblée⁵.

Sur le plan politique, les élections municipales du 6 mai 1900 entretinrent une ambiance mouvementée dans le camp des aspirations socialistes et Sète n'échappa pas à ce climat.

⁴ : Ce passage fait référence à une contribution de Gilles Candar « *Jules Guesde le combat manqué* » publiée sur le site Persee –

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mcm_1146-1225_1993_num_11_1_1079

⁵ : *Idem* - 16 Novembre 1899

L'ouvrier Pierre Vallat, était en 1900, Secrétaire de la Fédération Socialiste de l'Hérault et il participa au Congrès du Parti Ouvrier Français des 13, 14, 15 et 16 août 1899 à Epinay où il co-présida la troisième séance (celle du dimanche soir)⁶. Ce congrès avait été précédé d'un congrès héraultais qui s'était tenu à Cette, le 16 avril 1899, avec le concours de Ferroul.

* * *

Nous avons vu, qu'avant 1899 le guesdisme avait une influence réelle dans notre contrée, petit à petit s'instaura un mouvement qui conduira à son extinction. Les fédérations de l'Aude et de l'Hérault observeront dans cette période une prudente expectative. Le Congrès de la Fédération de l'Hérault (Agde, 1^{er} juillet 1900) après des débats orageux remettra à un futur congrès la question de l'autonomie de la Fédération ; « *ce congrès ne se tint jamais et la Fédération Guesdiste s'éteindra de sa belle mort* »⁷ seuls quelques groupes (Cette, Agde, Marsillargues) maintiendront leur adhésion au P.O.F.

En 1900, Euzet fut réélu à Cette mais peu après il rompit avec le P.O.F, conscient certainement de sa fragilité. Vallat cependant ne lâcha pas son offensive concernant la Bourse du travail et les renoncements du maire en matière de laïcisation des établissements de soins et de santé. Ce sera la démission d'Euzet et le P.O.F fera appel à Molle qui signera une déclaration de fidélité au programme guesdiste. Molle remit la Bourse du travail aux syndicats, dès son élection, puis à son tour prendra ses distances avec le P.O.F dans une situation confuse où d'anciens membres de ce parti le soutiendront (Aussenac), Vallat s'isolera de plus en plus.

1900, c'est aussi en février, un premier Congrès unifié des organisations socialistes à Japy. Il entérina une cassure tout en débouchant sur un fragile compromis. Mais quelques mois plus tard, en septembre, à Wagram, un nouveau congrès débouchera sur une séparation brutale. Les guesdistes, minoritaires, dénoncèrent les conditions dans lesquelles les mandats avaient été attribués et ils quittèrent le Congrès en criant « *Assassins ! assassins !* ».

C'est dans ce contexte que la fédération du nord du P.O.F pris l'initiative d'organiser un débat entre Jules Guesde et Jean Jaurès. Ce débat aura lieu le 26 novembre 1900 à l'hippodrome de Lille. On cite le chiffre de 8.000 personnes présentes⁸ qui écouteront « *avec sagesse car les obstructions étaient rares, pendant deux heures les deux orateurs* ».

Le débat ne porta pas sur la notion de socialisme, que les deux orateurs semblaient partager ; l'objectif étant la transformation radicale de la société par l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange. Le rapport aux institutions et au pouvoir fit également l'objet du débat : notamment la participation à la gestion des collectivités locales et du pays. Question non épuisée encore aujourd'hui.

Il apparaît qu'ils étaient d'accord sur la lutte des classes et la nécessité d'un parti de classe. Mais, pour ma part, je trouve très juste ce passage de Jaurès qui vaut, pour moi, encore aujourd'hui, 114 ans après :

« Mais citoyens, il ne suffit pas pour qu'il y ait lutte de classes qu'il y ait cet antagonisme entre les intérêts. Si les prolétaires, si les travailleurs ne concevaient pas la possibilité d'une société différente, si tout en constatant la dépendance où ils sont tenus, la précarité dont ils souffrent, ils n'entrevoyaient pas la possibilité d'une société nouvelle et plus juste ; s'ils croyaient, s'ils pouvaient croire à l'éternelle nécessité du système capitaliste, peu à peu, cette nécessité s'imposant à eux, ils renonceraient à redresser un système d'injustice. Cette tâche ne leur apparaîtrait pas comme possible. » Cette phrase entraîna une vive interruption. Le président Delory dut intervenir fermement pour que le débat continue, Jaurès poursuivit « *Donc, pour qu'il y ait vraiment lutte de classes, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, il faut que les salariés espèrent, en vertu des lois mêmes de l'évolution historique, l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété, cessant d'être monopoleuse, cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale, afin que tous les producteurs associés participent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail.*

Il faut donc que les intérêts en présence prennent conscience d'eux-mêmes, comme étant, si je puis dire, déjà deux sociétés opposées, en lutte, l'une la société d'aujourd'hui, inscrite dans le titre de propriété bourgeoise, l'autre la société de demain inscrite dans le cerveau des prolétaires... »

⁶ : « *Le XVIIème Congrès du Parti Ouvrier Français à Epinay* » – *Le Socialiste* du 26-27 Août 1899 – Gallica BNF.

⁷ : *Ibidem* – p.513

⁸ : « *Jaurès-Guesde – Le socialisme en débat* » Numéro spécial de *l'Humanité Hebdo* – 19 et 20 Novembre 2005

L'attitude des socialistes dans « l'affaire Dreyfus » sera aussi longuement débattue

JAURES - MOLLE



et la question coloniale

La question coloniale à l'Assemblée à travers la situation en Tunisie

La question coloniale était devenue depuis 1872, après le massacre sanglant de la Commune, une ambition portée notamment par Gambetta et Jules Ferry. Le 7 Avril 1872, Gambetta déclarera à Angers :

« C'est par l'expansion, par le rayonnement dans la vie du dehors, par la place qu'on prend dans la vie générale de l'humanité que les nations persistent et durent »⁹

Nombre de socialistes français, au rang desquels Jaurès, reprendront ce thème en laissant penser que leurs idées relèvent « d'une politique colonialiste positive ».

En 1903, cependant Jaurès avait déclaré à la Chambre des députés qu'il n'était pas contre toute pénétration au Maroc, mais il s'opposait aux formes et aux moyens que les militaires voulaient employer, ainsi il avait dit :

« Je suis convaincu que la France a au Maroc des intérêts de premier ordre. Je suis convaincu que ces intérêts lui donnent une sorte de droit...J'ajoute que la France a d'autant le droit de prolonger au Maroc son action économique et morale qu'en dehors de toute entreprise, de toute violence militaire, la civilisation qu'elle représente en Afrique auprès des indigènes est certainement supérieure à l'état présent du régime marocain »¹⁰

Cependant Jaurès, prit peu à peu conscience des violences du colonialisme, des barbaries qu'il provoquait, des catastrophes qu'il préparait. Son anticolonialisme devint alors inséparable de son socialisme et de son pacifisme et s'inscrivit dans sa conception de l'Internationale : une Internationale de nations indépendantes et libres.

Le 31 mars 1912, il reviendra dans un article de « l'Humanité » et pointera cette fois les spéculateurs. Notons que le Congrès socialiste de Nancy (11-14 août 1907) avait défini quant à lui le « colonialisme » comme une conséquence du capitalisme :

« Quelle douleur et quelle honte de penser que la France, égarée par des spéculateurs sans conscience, par des diplomates plein de sottise et d'orgueil, n'est plus dans le monde musulman qu'une puissance de destruction ».¹¹

⁹ : « Histoire de la France contemporaine » -Tome IV – 1871-1918 – p.153 – éditions sociales – Livre Club Diderot

¹⁰ : Idem – p.153

¹¹ : Idem

Ce rappel des positions socialistes, sur la question coloniale, m'a paru intéressant à noter et me permet d'introduire la longue intervention que va faire Molle, à l'Assemblée, en ce début janvier 1912.

« *L'Humanité* » du 20 Janvier 1912, titrera « *A la Chambre – Les scandales Tunisiens – Discours de Charles Dumas et de Molle* ». C'est un article qui relèvera l'intervention de Molle « *Notre camarade est très applaudi par l'extrême gauche et par un certain nombre de députés radicaux* ».

Charles Dumas montrera comment les autorités Franco-tunisiennes avaient permis de remettre les phosphates du domaine de Kalàa-Djerda à une société italienne et comment « les arabes » véritables possesseurs furent dépouillés. Molle dans la foulée de cette intervention va développer, en se plaçant d'un point de vue juridique mais néanmoins politique, un plaidoyer visant à donner force aux droits d'usage dont depuis des siècles les tribus bénéficiaient sur les terres occupées par elles. Cette intervention visait aussi la question Marocaine qui devait venir en débat dans les jours qui suivaient.

En substance il dira que tout ce qui a trait aux scandales tunisiens remonte à une théorie néfaste instituée par un décret de 1901. Elle concerne les terres des tribus, le décret établit que les terres collectives des tribus sont inaliénables. Là-dessus, son groupe en est d'accord, mais le décret ne s'arrête pas là ; il déclare que les indigènes n'ont sur ces terres qu'un droit de jouissance, la propriété en appartenant au Bey. L'administration interprétant le décret, a décidé que l'autorité du Bey passant entre les mains de l'Etat français, c'est l'Etat français qui devait devenir lui, le propriétaire éminent de ces terres. Il dira à ce propos :

« Cette substitution est absolument illégitime, car l'Etat français ne peut prétendre exercer sur les indigènes tunisiens un droit qui ait les effets et les privilèges du droit exercé autrefois par le Bey. L'Etat français est un Etat éminemment laïque ; il n'a pas sur les Tunisiens l'autorité morale et religieuse qu'avait le Bey avant notre occupation. Dans ces conditions, admettre cette substitution d'éminence, c'était s'exposer à ce que l'Etat français reçût en offrande un pouvoir dangereux, c'était conduire finalement notre administration aux exactions, aux arbitraires exposés à la tribune.. »

Il fera référence également à la situation en Algérie

Molle poursuivra son intervention qui constitua un véritable plaidoyer pour le respect des populations Tunisiennes et plus généralement pour celles que la France colonisait :

« Nous retombons ainsi dans une de ces erreurs fondamentales que nous ne cessons de pratiquer et de proclamer en ce qui concerne l'organisation coloniale. Nous voulons, dans nos colonies, des organisations qui soient comme les reflets de l'organisation métropolitaine ; nous voulons en, quelque sorte que nos colonies soient faites à l'image de la métropole elle-même et que les indigènes soient stupidement régis par les règles qui nous régissent nous-mêmes. Telle est la faute qui méconnaît l'œuvre des siècles passés, les errements que nous ne détruiront jamais, et ce n'est pas à notre honneur de rappeler que des pays comme l'Angleterre n'ont dans leur organisation coloniale qu'un seul souci : respecter les institutions des pays de colonies. Il ne faut pas croire que, parce que la Tunisie n'est séparée de la France que par la Méditerranée, nous pouvons transplanter dans ce monde mahométan ce qui est notre civilisation, que nous pouvons transformer entièrement l'esprit et les mœurs des indigènes tunisiens. »

Cette intervention s'inscrivait dans le débat qui agitait les socialistes sur la question coloniale. Molle y apporta un éclairage juridique non négligeable d'un point de vue politique. Rejoignant en cela Paul Vigné d'Octon – député radical-socialiste de l'Hérault de 1893 à 1906, très proche du P.O.F qui mena une campagne anticolonialiste acharnée¹². Il développa notamment le thème de l'oppression politique et administrative subie par les indigènes. Il analysa le code de l'indigénat et s'insurgea contre ses dispositions.

Ainsi, le projet Deslinières de colonisation socialiste au Maroc¹³, par ailleurs soutenu par Guesde et Cachin, faillit être approuvé par le groupe parlementaire socialiste (séances du 16 février et du 8 mars 1912). Cependant les interventions de Jaurès et de Vaillant, au sein du groupe, furent décisives pour empêcher l'adoption de la proposition Deslinières. Pour Jaurès, la proposition lui paraissait présenter de graves dangers à raison des conflits possibles entre colons socialistes et indigènes, ceci risquant de faire retomber la responsabilité sur le Parti. Seul Vaillant s'affirma hostile à toute colonisation et déclara que

¹² : Voir « *Le mouvement ouvrier du Languedoc* » Jean Sagnes p.120 & 121

¹³ : « *Maroc socialiste* » par Lucien Deslinières – 1912 – p.4 - Bibliothèque numérique du Site Gallica – BNF - <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5805512d/f11.image.pagination.r=socialiste.langFR>

non seulement il ne s'associerait pas à la proposition, mais qu'il l'a combattrait si elle était portée à la tribune de l'Assemblée.

La perspective d'ajouter des divisions à celles existantes déjà dans le Parti fit reculer les défenseurs de la proposition qui voulaient donner une tonalité « *socialiste* » à la colonisation. L'ordre du jour suivant fut donc adopté :

« Le groupe, en présence des divergences qui se sont produites dans son sein, ne croit pas devoir engager le Parti sur une question de cette gravité »¹⁴

* * *

Jaurès mourut assassiné dans les circonstances dramatiques de l'été 1914, sans avoir participé à un gouvernement. On ne peut pas dire quel aurait été son choix lors du Congrès de Tours en 1920. Jules Guesde quant à lui choisit de faire partie des gouvernements d'Union sacrée pendant la grande Guerre. Après le Congrès de Tours il rejoignit la S.F.I.O.

Alors oui, « *Jaurès encore et toujours* » j'espère avoir donné un éclairage complémentaire à tout ce qui est dit sur le personnage en faisant un petit détour par Sète.



*Demandez-vous
belle jeunesse
Le temps de
l'ombre d'un
souvenir
Le temps de
souffle d'un soupir*

*Pourquoi ont-ils
tué Jaurès ?*

Jacques BREL

¹⁴ : *Idem*